

La Caf acteur essentiel des politiques sociales et familiales en Essonne





ÉDITO

Christine Mansiet
Directrice



La branche Famille a pour vocation d'accompagner l'ensemble des familles dans leur diversité par le déploiement de politiques sociales adaptées.

Elle a pour ambition d'apporter une offre de service variée et personnalisée à chaque situation de vie. Sa mission principale vise à compenser les inégalités sociales et territoriales grâce à ses champs d'intervention.

- La caisse d'Allocations familiales de l'Essonne œuvre donc au quotidien pour apporter un soutien aux familles en proposant un service qui conjugue :
 - l'information et le conseil sur les droits,
 - le paiement des prestations,
 - la mise en œuvre d'une action sociale familiale préventive et partenariale qui repose à la fois sur des actions d'accompagnement des partenaires et le financement d'équipements et de services sur leur territoire.
- La Caf propose aux partenaires un accompagnement technique et financier de leur projet afin de déployer leur politique sociale.

Elle leur apporte son soutien sur les cinq orientations suivantes :

- renforcer le développement de l'offre d'accueil des jeunes enfants en direction de toutes les familles et de tous les territoires,
- contribuer à la structuration d'une offre enfance et jeunesse adaptée aux besoins des familles,
- soutenir la fonction parentale et faciliter les relations parents-enfants,
- favoriser l'intégration sociale des familles dans leur environnement et contribuer à la cohésion sociale des territoires,
- développer des offres de service inscrites dans les territoires.

Ainsi, pour contribuer au développement du département de l'Essonne, la Caf met à disposition de ses partenaires un savoir-faire et une expertise favorisant l'émergence d'un partenariat actif, sur l'ensemble de ses territoires.



I - UNE POLITIQUE AMBITIEUSE PORTÉE PAR LA BRANCHE FAMILLE

Cette politique s'articule autour de trois ambitions :

- développer les services aux familles et réduire les inégalités,
- apporter une réponse globale aux besoins des allocataires, renforcer l'accès aux droits et simplifier les démarches,
- renforcer l'efficacité de la production du service à l'allocataire et améliorer la qualité du traitement des droits.

Ces enjeux sont primordiaux si l'on considère d'une part, le nombre de personnes qui sont couvertes par l'action de la Caf (1 personne sur 2) et d'autre part, l'ampleur des flux financiers qu'elle gère.

À ce titre, la Caf représente un acteur économique majeur du territoire de l'Essonne. C'est ainsi qu'elle a consacré, en 2016, **environ 130 millions d'euros** aux familles essonniennes (en évolution de 6,19 % par rapport à 2015).

La Caf de l'Essonne propose une offre globale de service alliant les interventions des prestations familiales et celles de l'action sociale en faveur des familles.



MISSION 1

Concilier vie professionnelle, vie familiale et vie sociale : 110 millions d'euros

OFFRE PETITE ENFANCE :

- rencontrer les communes ciblées par la politique de rééquilibrage territorial afin de favoriser la création de places dans les structures d'accueil de la petite enfance sur les territoires sous-dotés. 75 % des nouvelles solutions d'accueil collectif doivent être déployées sur les territoires prioritaires,
- participer à la création de 1 000 solutions d'accueil collectif pour les jeunes enfants sur la période 2013-2017. **429 places ont été créées en Essonne dont 37 % au sein des zones prioritaires,**
- promouvoir la création de Relais d'assistants maternels (Ram) sur les zones non-couvertes. Actuellement, un Ram couvre 100 assistants maternels. À terme, 70 professionnels seront accompagnés par un Ram,
- développer la scolarisation précoce et des solutions de garde favorisant le retour à l'emploi des parents,
- développer l'information présente sur mon-enfant.fr et promouvoir le site auprès des familles.

OFFRE ENFANCE ET JEUNESSE :

- renforcer l'offre d'accueil assurée par des Accueils de loisirs sans hébergement (Alsh) sur les temps péri-scolaires et extra-scolaires, tout au long de la scolarité des enfants de 2 à 17 ans,
- accompagner la mise en œuvre de la réforme des rythmes éducatifs afin de permettre le développement de nouveaux services,
- développer les projets proposés par et pour les adolescents,
- soutenir les projets d'accueil des enfants porteurs de handicap pendant les temps péri-scolaires et extra-scolaires,
- soutenir les dispositifs permettant le départ en vacances des enfants et jeunes des familles aux revenus modestes,
- favoriser l'obtention du Bafa des jeunes.



MISSION 2

Soutenir la fonction parentale : 3 millions d'euros

- développer les Réseaux d'écoute d'appui et d'accompagnement des parents (Réaap) afin d'atteindre 3 familles sur 10 à l'horizon 2017 (35 porteurs de projets et 54 actions financées en 2016),
- renforcer le soutien des parents dans la scolarité de leurs enfants et adolescents et dans leurs relations avec l'école, en visant une articulation renforcée entre le dispositif Contrat local d'accompagnement à la scolarité (Clas) et les autres dispositifs de soutien à la parentalité,
- favoriser l'instauration et la qualité des liens familiaux, en développant un Lieu d'accueil enfants-parents (Laep) pour 3 500 enfants de 0 à 5 ans. L'Essonne compte actuellement onze Laep,
- prévenir la rupture des liens familiaux, avec un doublement des mesures de médiation familiale à l'horizon 2016 (4 % des familles y ont recours actuellement et la Caf se donne l'objectif d'atteindre 5,3 % des familles à l'horizon 2017). Un financement national a été créé pour structurer l'offre d'espaces-rencontres,
- développer le soutien au domicile des familles fragilisées par un événement de vie (maladie, grossesse) par l'intervention de Techniciens de l'intervention sociale et familiale (Tisf).



MISSION 3

Accompagner les familles dans leur environnement et leur cadre de vie : 5,7 millions d'euros

- augmenter le nombre de centres sociaux dans l'Essonne (36 en 2016) et permettre dans le cadre de la politique de la ville, que chaque territoire dispose de ce type d'équipements renforçant les liens sociaux,
- développer les Espaces de vie sociale (Evs) qui sont des structures plus légères, en particulier dans les territoires à plus faible densité (10 en 2016),
- améliorer l'offre en direction du public jeune dans les centres sociaux, tout en renforçant ainsi l'axe intergénérationnel,
- déployer l'observatoire des centres sociaux sur l'ensemble des territoires,
- soutenir les Foyers jeunes travailleurs (Fjt) (5 en 2016),
- soutenir les épiceries sociales (18 en 2015).





MISSION 4

Créer les conditions favorables à l'autonomie, à l'insertion sociale et au retour à l'emploi des personnes et des familles :

9,7 millions d'euros

- proposer une offre de service spécifique assurée par les travailleurs sociaux auprès des familles confrontées à des événements ou des difficultés fragilisant la vie familiale (séparation, décès d'un enfant ou d'un conjoint, naissance, impayés...),
- accompagner les familles monoparentales avec des jeunes enfants visant à soutenir l'insertion sociale et à lever les freins de retour à l'emploi,
- construire une offre adaptée aux réalités des quatre territoires de l'Essonne.

Parmi ces fonds dédiés aux familles figurent, pour la période 2013-2017, des financements spécifiques accordés aux collectivités locales afin d'accompagner le développement des services et des équipements en faveur de la petite enfance, de l'enfance, de la jeunesse et des parents.



II - UNE POLITIQUE D'ACTION SOCIALE QUI S'APPUIE SUR LA CONNAISSANCE DU TERRITOIRE ET SUR DES MOYENS HUMAINS AU SERVICE DES COLLECTIVITÉS LOCALES

UNE EXPERTISE AU SERVICE DU TERRITOIRE ESSONNIEN

Par sa connaissance des familles et son expertise, la Caf de l'Essonne met à disposition des collectivités locales son savoir-faire, ses données et son analyse des besoins sociaux.

L'importance de la couverture de la population essonnienne par la Caf et l'étendue de ses champs d'intervention lui permettent de disposer d'informations exhaustives et représentatives des particularités des familles du département et des communes.

UNE ÉQUIPE DE PROFESSIONNELS AU SERVICE DES ALLOCATAIRES ET DES PARTENAIRES

Les équipes de la Caf peuvent vous accompagner dans la réalisation de vos diagnostics préalables à tout nouveau projet de développement d'équipements et de services aux familles.

Les conseillers accompagnent et soutiennent les collectivités locales dans la réalisation de leurs projets de création d'équipements et de services par des conseils techniques et des financements nationaux et locaux tant en matière de fonctionnement qu'en matière d'investissement.

Par ailleurs, la Caf intervient de manière plus spécifique en faveur des familles vulnérables, par le biais de près de **70 travailleurs sociaux** notamment lorsque celles-ci sont fragilisées par des événements de vie ou en démarche d'insertion dans le cadre du Rsa.



ACCOMPAGNEMENT DE LA CAF

La Caf accompagne techniquement et financièrement les partenaires dans leur projet sur cinq champs d'intervention.

1- LA PETITE ENFANCE

Depuis de nombreuses années, la Caf finance la création de structures d'accueil du jeune enfant. Huit plans crèches se sont succédés depuis 2000.

Le montant d'intervention par place s'échelonne désormais de 9 400 euros, qui représente le socle de base, à 17 000 euros en ajoutant les bonus accordés exclusivement pour les places nouvelles.

Nb : Le montant de 9 400 euros est applicable à l'ensemble des places de la structure (place existante et nouvelle).

Équipement du jeune enfant	Socle de base et approche territoriale	Module rattrapage des besoins non couverts	Module Intercommunalité	Module potentiel financier
Création	9 400 euros par place	1 600 euros par place nouvelle	400 euros si déjà en intercommunalité par place nouvelle	5 tranches de montants entre 5 200 euros et 1 000 euros par place nouvelle pour un potentiel financier variant entre 419 et 977 euros
Aménagement rénovation, réhabilitation et transplantation avec au moins 10 % de places nouvelles créées			800 euros pour une intercommunalité créée	

La Caf étudie également toute difficulté risquant de compromettre le fonctionnement d'une structure d'accueil du jeune enfant et peut l'accompagner financièrement.



Les Relais d'assistants maternels (Ram)

La Caf accompagne la création de Relais assistants maternels (Ram) dans le cadre des plans crèches. Le financement ne peut excéder 80 % des dépenses subventionnables et 100 % du coût total du projet.

2- LA JEUNESSE

La Caf aide dans leur fonctionnement les accueils de loisirs par une prestation de service.

Par une politique d'investissement affirmée depuis de longues années, la Caf accompagne également de manière conséquente, la création, l'extension ou la rénovation de ces équipements.

Depuis septembre 2013, la branche Famille propose une aide spécifique afin d'accompagner la mise en œuvre des nouveaux temps dégagés par la réforme des rythmes éducatifs. L'aide se calcule de la façon suivante : 0,54 euro par heure réalisée et par enfant.

Son versement est subordonné à la condition que les heures d'accueil portent effectivement sur du temps libéré par la réforme des rythmes éducatifs dans la limite de trois heures par semaine et pour 36 semaines par an.

Des fonds spécifiques sont dédiés aux projets adolescents. Un appel à projets lancé en 2016 a permis le financement de plus de vingt projets.





3- LE SOUTIEN À LA PARENTALITÉ

Le Lieu d'accueil enfants-parents (Laep) doit respecter les trois principes suivants :

Il constitue, tout d'abord, un **lieu de sociabilité précoce** pour l'enfant qui permet également aux parents, le plus souvent les mères, **de rompre leur isolement**.

Il s'agit, enfin d'un espace où **enfants et parents peuvent jouer librement** sous le regard bienveillant d'un accueillant formé à l'écoute.

Onze structures sont présentes en Essonne. La Caf a pour ambition d'en développer de nouvelles.

Les Laep bénéficient d'un financement national par le biais d'une prestation de service qui couvre 30 % du coût de revient.

La Caf accompagne ces structures sur les fonds nationaux et sur les fonds propres. La création de ces services ne requiert que peu de moyens. La Caf propose également un financement pour toute création de Laep sur ses fonds propres pour les temps de supervision des professionnels.

4- L'ANIMATION DE LA VIE SOCIALE

La Caf accompagne sur ses fonds propres la création, l'extension et la rénovation des centres sociaux.

Notre ambition ainsi que celle de l'État est de créer un centre social par territoire de la Politique de la ville. Les centres sociaux bénéficient également d'un financement sur fonds nationaux pour le fonctionnement par le biais de deux prestations de service. La première, pour financer le pilotage et la coordination du centre social, la seconde, pour financer un poste de référent-famille.

La Caf peut également accompagner techniquement et financièrement les Espaces de vie sociale (Evs), petites structures de proximité plus adaptées aux territoires moins urbanisés et aux spécificités de certains quartiers.



5- LE LOGEMENT

Enfin, la politique d'action sociale contribue au maintien des familles dans leur logement en participant au financement du Fonds de solidarité logement (Fsl) et auprès d'associations œuvrant dans ce champ (Adil et Pact'Essonne).

6- ACCOMPAGNEMENT SOCIAL DU RSA

Elle accompagne également les familles en difficulté, bénéficiaires notamment du Rsa avec enfant de moins de trois ans, dans le cadre de leur installation dans un logement plus adapté.

La Caf contribue à l'insertion des familles monoparentales bénéficiaires du Rsa majoré avec enfant de moins de trois ans par le biais des travailleurs sociaux Caf.

Une convention lie la Caf avec le Conseil départemental pour un **accompagnement de plus d'un millier de familles par an**. À ce titre, la Caf a développé un partenariat avec les missions locales et Pôle emploi. Depuis 2016, la Caf mène une action préventive et particulière, en lien avec ce dernier partenaire, afin de préparer le retour à l'emploi des personnes dont le congé parental arrive à échéance.





III - LA CAF OPTIMISE SES INTERVENTIONS DANS LE CADRE D'UNE COORDINATION RENFORCÉE EN S'APPUYANT SUR DIVERS OUTILS TECHNIQUES

Les contraintes budgétaires et la recherche d'une plus grande efficacité dans les actions ont conduit la Caf à développer une politique partenariale visant à coordonner et à rationaliser les interventions de chacun dans un souci de lisibilité, de transparence et de complémentarité de l'action publique.

LA CONVENTION TERRITORIALE GLOBALE

Au titre de **la territorialisation de son offre de service**, la Caf déploie un outil de contractualisation auprès des communes qui s'intitule : Convention territoriale globale (Ctg).

Cet outil permet :

- de recenser l'ensemble des actions menées conjointement sur les champs d'activité commun (petite enfance jeunesse, parentalité, accès aux droits, logement...),
- d'envisager les modalités de développement de ce partenariat afin d'optimiser les services et les équipements aux familles. Une première Ctg est en cours d'élaboration avec la commune d'Évry.

LE SCHÉMA DÉPARTEMENTAL D'ACCOMPAGNEMENT DES FAMILLES

Le schéma départemental d'accompagnement des familles permet d'identifier les besoins dans les domaines de la petite enfance et de la parentalité sur les différents territoires du département et de réaliser un schéma de développement. Il associe l'ensemble des acteurs politiques concernés.

De la même manière, un schéma directeur de l'animation de la vie sociale a été achevé et validé par les administrateurs de la Commission d'action sociale. Il demeure en cours de signature pluri-partenariale.

**DÉPARTEMENT
INGÉNIERIE SOCIALE**

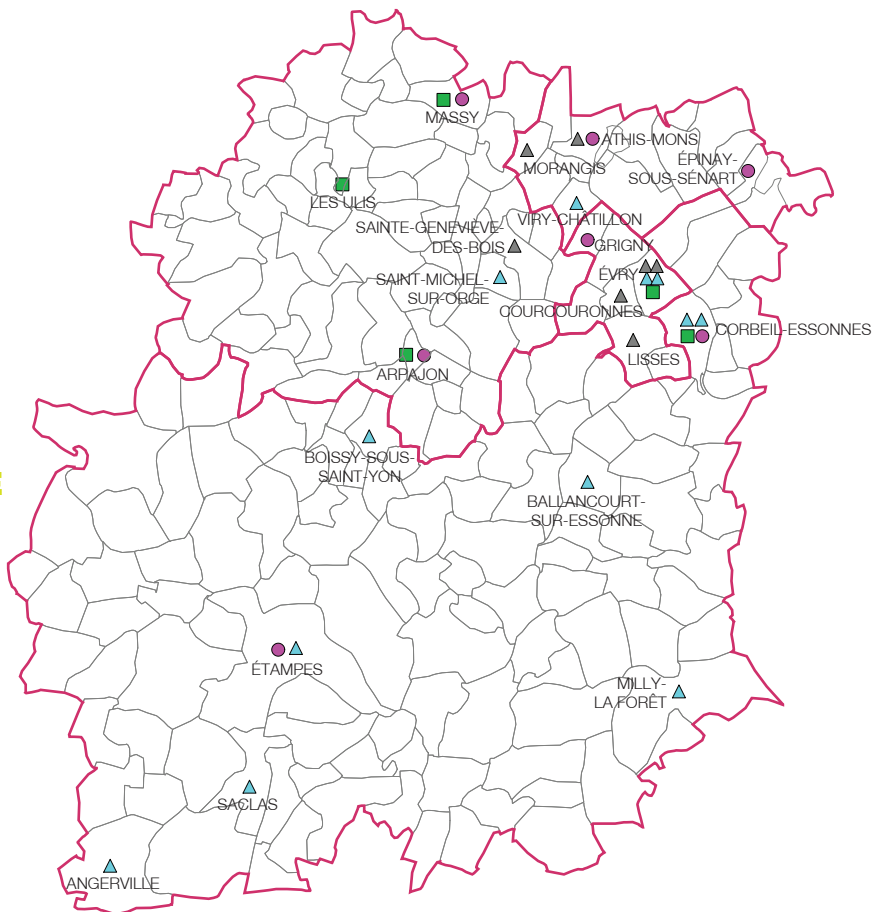
Tél. : 01 69 26 86 10

**DÉPARTEMENT
GESTION ADMINISTRATIVE
ET TECHNIQUE**

Tél. : 01 60 91 18 16

**DÉPARTEMENT
DÉVELOPPEMENT
TERRITORIAL**

Tél. : 01 69 26 86 99



- Espace accueil
- Antenne sociale
- ▲ Point relais
- ▲ Projet de Point relais
- Territoire Caf

